



ANA 25 04 040

Sécurisation des casernes Audibert et Guillaudot Nord à Rennes (35)

CCTC – PRESCRIPTIONS COMMUNES

PRO / DCE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



contact@ana-ingenierie.fr | www.ana-ingenierie.fr

SAS au capital social de 64 880€

SIRET : 850 256 363 00068 – APE 7112B

Siège social : 14 bis Square Ludovic Trarieux - 35000 RENNES

COORDONNÉES DES INTERVENANTS

Maitrise d'Ouvrage	RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE Division de l'appui opérationnel Bureau de l'immobilier et du logement 85, Bd Clemenceau – BP 33284 35032 RENNES CEDEX	Alexis MONDON 02 99 32 53 84 alexis.mondon@gendarmerie.interieur.gouv.fr
Architectes	PIEL SYLVAIN ARCHITECTE 13 rue Villiers de l'Isle Adam 35 000 RENNES	Sylvain PIEL 06 82 85 47 63 sylvainpiel@yahoo.fr
Bureau d'Etudes Technique	ANA INGENIERIE 14 bis Square Ludovic Trarieux 35 200 RENNES	Benjamin VRIGNON 06 56 83 14 61 b.vrignon@ana-ingenierie.fr

RÉVISIONS DU DOCUMENT

B	01/09/2025	MAJ	BVR
A	15/07/2025	Edition originale	TPR
INDICE	DATE	MODIFICATION	AUTEUR

SOMMAIRE

1. PRÉAMBULE	5
2. PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUTES LES TRANCHES	6
2.1. PARTICULARITÉS ET CONTEXTE DU PROJET	6
2.1.1. Objet du projet	6
2.1.2. Plan de situation	6
2.2. DOCUMENTS GRAPHIQUES	7
2.3. NOMENCLATURE DES TRANCHES.....	7
2.4. OBLIGATIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES	7
2.4.1. Documents généraux.....	7
2.4.2. Documents spécifiques à l'opération	8
2.5. PIÈCES CONTRACTUELLES	8
2.6. VISITE DE SITE / RECONNAISSANCE DES LIEUX	8
2.7. CONTENU DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES ET DES PLANS	9
2.8. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	10
2.8.1. Organisation générale.....	10
2.8.2. Études des dossiers.....	10
2.8.3. Caractéristiques et essais des matériaux et produits.....	10
2.8.4. Documents – Échantillons.....	11
2.8.5. Documents particuliers à fournir par le titulaire	11
2.8.6. Plans d'exécution	11
2.8.7. Qualité des matériaux – Ouvrages défectueux	12
2.8.8. Réservations et plans pour mise en œuvre	12
2.8.9. Entretien et protection des ouvrages	12
2.9. SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER	13
2.10. SOUS-TRAITANCE	13
2.11. DÉMARCHES ADMINISTRATIVES	13
2.12. DÉGRADATIONS DES OUVRAGES CONSERVÉS	13
2.13. MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE – PLANIFICATION	14
2.13.1. Périmètre des travaux.....	14
2.13.2. Erreurs et omissions	14
2.13.3. Obligations du titulaire.....	15
2.13.4. Démarches et autorisations.....	15
2.13.5. Responsabilité du titulaire concernant la tenue des ouvrages.....	15
2.13.6. Sécurité du travail	15
2.14. INSTALLATION DE CHANTIER	16
2.15. SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION	16
2.16. STOCKAGE DES MATÉRIELS ET MATÉRIAUX.....	17
2.17. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	17

Clause environnementale générale	17
2.18. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE SUR LE CHANTIER.....	18
2.19. PLANNING	18
2.20. CONTRÔLES	18
2.20.1. Types de contrôles	18
2.20.2. Contrôle interne des entreprises	18
2.20.3. Essais sur matériaux et fournitures	18
2.21. PRESCRIPTION DE CHANTIER	19
2.21.1. Protections vis-à-vis des environs occupés	19
2.21.2. Mise en sécurité du chantier	19
2.21.3. Utilisation et entretien des voiries	19
2.21.4. Libération des emprises chantier et remise des voiries	19
2.21.5. Panneaux de chantier	20
2.21.6. Nettoyage	20
2.22. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	20
2.23. LIMITES DE PRESTATIONS	21
2.23.1. ANNEXE : REMARQUES SUR LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	23

1. PRÉAMBULE

IMPORTANT

1 / Les soumissions d'entreprises seront obligatoirement accompagnées d'une DPGF établie à partir du cadre bordereau fourni précisant :

- les libellés ;
- les quantités ;
- les unités ;
- les prix unitaires,
- les produits pour chaque nature d'ouvrage ;
- la base calendaire des prix (dans l'onglet « Remarques/commentaires » le cas échéant).

2 / Les entreprises devront obligatoirement accompagner leur acte d'engagement d'un cadre de réponse suivant les demandes précisées dans le règlement de consultation.

3 / Une page "REMARQUES SUR LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES" sera "agrafée" à la DPGF du titulaire.

4 / Les entreprises devront incorporer, dans leur offre :

- les demandes précisées au C.C.A.P. joint au dossier ;
- les mesures de sécurité et protection de la santé définies par le Maître d'Ouvrage dans le C.C.A.P. joint au dossier et définies par le coordonnateur sécurité dans le PGC SPS joint au dossier ;
- les incidences financières dues au planning prévisionnel des travaux et notamment le phasage des travaux ;
- les exigences liées à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées ;
- les exigences liées aux performances environnementales ;
- le nom et la qualité des sous-traitants éventuels.

2. PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUTES LES TRANCHES

2.1. PARTICULARITÉS ET CONTEXTE DU PROJET

2.1.1. Objet du projet

Le groupement composé de PIEL SYLVAIN ARCHITECTE et du BET ANA INGENIERIE a été missionné par la RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE pour un diagnostic sur la sécurisation des casernes Guillaudot Nord et Audibert.

Le Maître D'Ouvrage RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE a fait part d'un programme bien défini qui est le suivant :

- TRANCHE FERME : le rehaussement des clôtures, portillons et portails de la caserne Audibert ;
- TRANCHE OPTIONNELLE 1 : la création d'un SAS d'accès rue Garigliano ;
- TRANCHE OPTIONNELLE 2 : l'occultation de la clôture rue Rabelais (caserne Guillaudot Nord).

2.1.2. Plan de situation

La caserne Audibert est une des zones familles de la région de Gendarmerie de Bretagne localisée à Rennes possédant 79 logements. Construite en 1976, une sécurisation de cette zone a été faite en 2018. L'ensemble de la résidence a été réhabilité entre 1989 et 2001. L'emprise de la caserne Audibert a une superficie de 10 618 m² et possède 6 halls d'entrées, 3 portails et 6 portillons.

La caserne Guillaudot Nord, construite en 1910, enveloppe 3 zones différentes de Locaux de Services et Techniques (LST), de logements et d'une zone technique. L'emprise de la Caserne Guillaudot Nord a une superficie de 41 172 m².



2.2. DOCUMENTS GRAPHIQUES

Le présent dossier a été établi à partir des plans Architectes et Technique suivants :

0	page de garde _ nomenclature.pdf
01	plan de masse tranche ferme _ état existant.pdf
02	plan de masse tranche opt 1 et 2 _ état existant.pdf
03	tranche ferme _ état existant.pdf
04	tranche optionnelle 1 _ état existant.pdf
05	tranche optionnelle 2 _ état existant.pdf
06	tranche optionnelle 2 _ détail _ état existant.pdf
07	plan de masse tranche ferme _ état futur.pdf
08	tranche ferme _ état futur
09	tranche optionnelle 1 _ état futur.pdf
10	tranche optionnelle 2 _ état futur.pdf
11	tranche optionnelle 2 _ détail _ état futur.pdf
	Plan de principe RESEAUX VRD

2.3. NOMENCLATURE DES TRANCHES

- **PRESCRIPTIONS COMMUNES**
- **CLÔTURE /PORTAIL TRANCHE FERME**
- **CLÔTURE /PORTAIL TRANCHE OPTIONNELLE 1**
- **CLÔTURE /PORTAIL TRANCHE OPTIONNELLE 2**

2.4. OBLIGATIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES

2.4.1. Documents généraux

Le candidat doit avoir pleine et entière connaissance des dispositions légales et de la réglementation relative à la construction en vigueur à la date d'obtention du dernier permis de construire ou de la dernière déclaration de travaux, en particulier :

- **Des lois et décrets**, ainsi qu'un certain nombre de textes qui font force de loi, bien qu'ils n'en portent pas le nom, notamment le Code Civil dont certains articles intéressent la construction ainsi que le Code de l'urbanisme et de la construction
- **Des arrêtés et circulaires** :
 - Ministériels ;
 - Préfectoraux ;
 - Municipaux,
- Du **permis de construire ou de la déclaration de travaux**, de leurs annexes, et de leurs attendus.

Les ouvrages objets des C.C.T.P, les matériaux utilisés et leur mise en œuvre doivent être pour ce qui les concerne, conformes aux spécifications des DTU, Eurocodes, normes, règles de l'art et autres règles professionnelles, en vigueur à la date de prise d'effet indiquée aux marchés de travaux.

Ainsi doivent être appliqués :

- **Les documents techniques unifiés et /ou REEF** qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, comprenant les Cahiers des Clauses Spéciales, les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc ;
- **Les normes Européennes CE**, les normes Françaises AFNOR et toutes les Normes NF, qu'elles soient homologuées, ou seulement expérimentales ;
- **Toutes les règles de l'art et règles professionnelles**, cahier des charges, prescriptions techniques ou recommandations professionnelles ;
- Tout autre document rendu obligatoire par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages.

Nota : Le rappel des D.T.U. dans les généralités des C.C.T.P. est indicatif et non limitatif.

2.4.2. Documents spécifiques à l'opération

Le titulaire prendra en compte pour son étude les données des documents spécifiques à l'opération joints au DCE.

2.5. PIÈCES CONTRACTUELLES

Voir le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) joint au dossier.

2.6. VISITE DE SITE / RECONNAISSANCE DES LIEUX

Le candidat a pour obligation de réaliser une visite du site sans quoi son offre ne sera pas retenue. Il prendra connaissance des éléments du dossier d'appel d'offres et établira son offre en conséquence. Il devra parfaitement mesurer, par une ou plusieurs visites détaillées des lieux, et prévoir dans son offre, tous les travaux particuliers propres aux prestations dues au marché.

Il ne sera pas admis une fois le marché signé de travaux supplémentaires occasionnés pour méconnaissance des lieux, de l'environnement et de ses contraintes, des possibilités d'accès et de stockage, etc.

Il pourra prendre contact auprès d'une personne désignée par la Maîtrise d'Ouvrage afin de procéder à la visite des lieux.

Avec l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, le candidat pourra procéder, ou faire procéder, à ses frais exclusifs, à tous les sondages ou recherches complémentaires qu'elle jugerait nécessaire à l'établissement de son offre.

En tout état de cause, elle ne pourra arguer de quelque imprécision que ce soit sur les plans, ou sur les documents joints au dossier d'appel d'offres pour demander une modification de son prix forfaitaire porté dans les pièces du marché.

Le candidat devra prendre toutes les précautions et mesures utiles lors de l'exécution des travaux prévus au C.C.T.P. pour ne pas endommager les éléments constitutifs des immeubles qui ne sont pas, ou indirectement, concernés par son intervention.

Il sera responsable des dégradations, détériorations, provoquées et devra refaire ou faire reprendre les

ouvrages immédiatement et à ses frais.

Le candidat intégrera dans son offre les différents contacts et autorisations nécessaires d'occupation des terrains avoisinants et du domaine public. Il en supportera les charges.

Une attestation de visite signée est à joindre avec l'offre du titulaire.

2.7. CONTENU DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES ET DES PLANS

Le présent document et les plans ont pour objet d'indiquer la nature, l'emplacement et le profil de qualité des ouvrages à mettre en œuvre.

Il est spécifié que les C.C.T.P. sont énumératifs et non limitatifs, qu'ils énumèrent les ouvrages finis et non les travaux de fabrication et les sujétions diverses d'exécution indispensables pour mener l'ouvrage à bonne fin suivant les règles de l'art. En particulier, chaque candidat est censé s'être rendu sur place pour apprécier tous les travaux ou difficultés reliés à son intervention.

Toute omission ou imprécision qui pourrait apparaître, tant sur les plans que sur le présent document, devra être signalée par écrit au Maître d'Ouvrage, avant le dépôt des offres. Passé ce délai, les candidats seront censés n'avoir aucune objection d'ordre technique à faire sur le projet.

Contradictions entre plans Architecte et plans B.E.T. :

Dans le cas où le candidat relèverait des erreurs ou des contradictions entre les plans Architecte et les plans du Bureau d'Etudes Techniques, celui-ci devra en informer l'Architecte, puis le B.E.T.

Dans le cas contraire, il ne pourra se prévaloir de ces erreurs pour ne pas exécuter les travaux conformément aux ordres de l'Architecte.

Contradictions entre plans Architecte et le C.C.T.P. :

Il est notifié au titulaire que les plans Architecte et le CCTP sont complémentaires entre eux.

Dans le cas où le candidat constaterait un manquement nécessaire à une mise en œuvre réglementaire, une contradiction ou une incohérence entre le CCTP et les plans lors de l'établissement de son offre, il devra en avertir le maître d'œuvre avant la remise de sa proposition au maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, toute incohérence, manquement ou contradiction du dossier d'appel d'offres sera réputée connue et prise en compte dans l'offre du candidat ainsi que toutes les conséquences techniques et financières qui en résultent conformément aux ordres et plans de l'architecte.

Le candidat, reconnaissant avoir tenu compte dans sa proposition de prix des observations qui précèdent, ne saurait arguer ultérieurement et se prévaloir d'une erreur ou d'une omission pour ne pas réaliser les travaux et fournir les matériaux nécessaires à l'achèvement total et complet des bâtiments tels qu'ils sont définis ci-après et ce, pour la somme unique à forfait prévue par lui au marché.

Objet du CCTC

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes a pour objet la définition des travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans. Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir, compte tenu des plans généraux et de détails fournis par la Maîtrise d'œuvre.

Il est précisé que les propositions souscrites au marché tiendront compte de tous les travaux nécessaires à

la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que le candidat devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction.

En conséquence, le candidat devra se rendre compte des travaux à effectuer, de leur importance, de leur nature, de la disposition des lieux et des conditions d'exécution. Il aura incorporé dans son prix global tous les travaux indispensables, étant compris qu'il suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis.

Il ne pourra se prévaloir après le dépôt de son offre, d'erreurs ou d'omissions aux plans et aux textes du C.C.T.P.

Aucune plus-value ne sera admise. Seuls seront compris comme travaux supplémentaires, ceux qui auront fait l'objet d'un ordre de service préalablement chiffré, vérifié et signé par le Maître d'Œuvre, contresigné par le Maître d'Ouvrage. Il ne sera réglé aucun travail supplémentaire en dehors de cette clause.

2.8. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

2.8.1. Organisation générale

En fin de chantier, le titulaire devra faire procéder à la libération totale des emprises de l'opération : clôtures, signalisations, baraquements, etc. Sont compris le nettoyage, le chargement et l'enlèvement des gravois à une décharge de classe correspondant à la nature des déchets.

Pour la réalisation de ses travaux, en particulier lors des travaux de démolition, le titulaire devra prévoir les appareils, systèmes, ou installations nécessaires à éviter la propagation des poussières. Ces moyens seront soumis à l'approbation du Coordonnateur de Sécurité.

Protection contre le bruit et les vibrations.

Conforme à l'article 9 du CCAP.

2.8.2. Études des dossiers

Il appartient au candidat soumissionnaire de vérifier les descriptifs, en ce qui concerne les prestations demandées suivant les plans de consultation qui ne sont pas à considérer comme « exécutoires » et faire part de ses observations au Maître d'œuvre ou au Bureau d'Études, avant remise des offres. Le candidat ne pourra prétendre à aucun recours ou aucune réclamation en cas d'erreur après signature du marché.

Le candidat s'engage par sa soumission à exécuter tous les travaux ou fournitures, principaux et accessoires, même non détaillés ci-après pouvant être considérés comme indispensables à la réalisation des ouvrages suivant leur destination, dans les règles de l'art et dans le respect des normes et DTU.

2.8.3. Caractéristiques et essais des matériaux et produits

Tous les matériaux et produits divers devront être conformes aux normes françaises AFNOR.

En l'absence de normes, ils seront de première qualité, fabrication suivie et courante, certifiés par un label de contrôle et de qualité.

Ils devront faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B.

Les caractéristiques de fournitures indiquées au cours du C.C.T.P. doivent être considérées comme un minimum de qualité à respecter.

Dans les cas d'instructions précises de provenance, de marque de matériaux ou d'aspect, suivis ou non de la mention « ou équivalent », les candidats pourront proposer un produit de remplacement à condition que la qualité en soit équivalente et que l'aspect en soit voisin.

L'appréciation de l'équivalence des matériaux proposés est réservée au Maître d'ouvrage, à l'Architecte et au B.E.T., le candidat restant toujours tenu d'exécuter les ouvrages selon les spécifications techniques indiquées dans le C.C.T.P. et qui sont censées avoir servi de base à son offre.

En tout état de cause, les candidats sont tenus de présenter les modèles et échantillons des fournitures et matériaux proposés, qu'ils soient suivis ou non de la mention « ou équivalent ».

Leur emploi ne peut se faire sans l'accord préalable de l'Architecte et du Maître d'ouvrage.

2.8.4. Documents – Échantillons

Tous les documents graphiques et dactylographiques, DPGF, sous-détails, les échantillons et modèles qui seront demandés par le Maître d'œuvre, font expressément partie des obligations du candidat.

Le candidat est tenu de fournir, dans le délai fixé par le marché, tous les échantillons qui lui sont demandés par le Maître d'Œuvre.

Aucune commande de matériels ne peut être passée, sinon aux risques et périls du titulaire, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par la signature ci-dessus visée.

2.8.5. Documents particuliers à fournir par le titulaire

Les plans de principes ont été établis par l'Architecte et les bureaux d'études. Le titulaire devra prévoir ses études et plans particuliers d'exécution qui devront être transmis, pour accord, au Maître d'Œuvre et au bureau de Contrôle.

Préalablement à la mise en œuvre des matériaux de synthèse ou d'éléments reconstitués ou fabriqués dont la connaissance du comportement au feu est nécessaire au regard de la réglementation, le titulaire devra faire parvenir pour avis du Maître d'Œuvre et du Contrôleur technique les procès-verbaux d'essais du comportement au feu des matériaux ou éléments.

2.8.6. Plans d'exécution

Toutes les études d'exécution doivent être faites en partant des dernières instructions ministérielles ou règlements en vigueur à la date de passation du marché, et en tenant compte des prescriptions de normalisation de l'A.F.N.O.R., précisées par le R.E.E.F.

Le titulaire transmettra ses plans d'exécution au bureau de contrôle qui les analysera et émettra un avis. Il devra ensuite apporter une réponse favorable aux remarques du bureau de contrôle dans les 8 jours.

Aucune exécution d'ouvrage ne pourra être réalisée sans cet avis favorable.

Le titulaire sera tenu, aussitôt après la signature du marché, de fournir, pour approbation au Maître d'œuvre, BET et Bureau de contrôle, toutes les études spécifiques à leurs professions entrant dans le cadre du marché et nécessaires à la bonne exécution des travaux.

2.8.7. Qualité des matériaux – Ouvrages défectueux

Le présent C.C.T.C désigne et décrit les types et marques de matériaux (et matériels) qui ont fait l'objet d'un choix architectural et qualitatif. Ces marques ne sont pas imposées.

Toutefois les matériaux proposés par le titulaire devront avoir des caractéristiques et des performances au moins équivalentes à celles demandées au CCTP.

La documentation et les fiches techniques jointes à sa proposition devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Œuvre et de l'Architecte.

La mise en œuvre devra être d'excellente qualité, conforme en tous points aux règles de l'art. En cas de malfaçon, l'ouvrage sera remplacé aux frais du titulaire responsable.

L'emploi de fabrications ou de procédés non traditionnels et non agréés par le C.S.T.B. est interdit.

Les matériaux et fournitures qui ne présenteraient pas les qualités requises seront refusés et devront être enlevés du chantier.

Les ouvrages défectueux ou refusés seront démolis et refaits conformément aux décisions prises par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage.

Les réfections et remplacements de quelque nature seront à la charge du titulaire responsable, sans indemnités.

Ces stipulations seront précisées sur le rapport de chantier.

2.8.8. Réservations et plans pour mise en œuvre

Les détails techniques, plans d'exécution et notes de calcul sont à la charge du titulaire.

D'une façon générale, le titulaire devra prévoir les trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution de leurs prestations.

2.8.9. Entretien et protection des ouvrages

Le titulaire devra assurer l'entretien et la protection de ses ouvrages jusqu'à l'achèvement complet des travaux. Cet entretien intéressera tant les appareils et matériaux stockés que ceux mis en place.

Tous les ouvrages détériorés pendant la construction et non réceptionnés seront remis en état par le candidat.

D'autre part, dans le cadre de sa garantie, le titulaire devra assurer l'entretien de ses ouvrages. Au cas où des détériorations et des défauts apparaîtraient, il devra remédier aux inconvénients signalés jusqu'à ce que ses ouvrages aient été reconnus par le Maître d'Ouvrage et l'Architecte, comme donnant entière satisfaction.

2.9. SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

D'une façon générale, le titulaire se conformera au cahier des clauses administratives particulières et au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le titulaire sera responsable de la sécurisation des ouvrages vis-à-vis de ses propres salariés.

Ces dispositions adoptées seront conformes aux règlements de sécurité en vigueur dans le département où sont exécutés les travaux, elles devront être prises en plein accord avec les services spécialisés.

Le chantier devra être clos et indépendant par la palissade de chantier et les façades existantes. Les matériels et matériaux déchargés devront être immédiatement acheminés à l'intérieur du chantier. Les dépôts à l'extérieur des zones de chantier sont strictement interdits sans autorisation préalable.

2.10. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché qui envisage de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respecte la règle suivante :

- le titulaire chargé de sous-traiter les travaux devra obligatoirement réaliser une visite du site ;
- le titulaire concerné adresse huit jours calendaires au préalable sa demande en remplissant le formulaire du DC4 et en le fournissant au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage ;
- l'agrément est confirmé au titulaire par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se verra interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. L'absence de déclaration de sous-traitance et le retard de transmission du DC4 feront l'objet de pénalités décrites à l'article 18 du CCAP.

2.11. DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

Le candidat fera siennes des démarches administratives auprès des services intéressés, afin d'obtenir toutes autorisations et tous renseignements nécessaires.

En particulier, il entreprendra toutes les démarches auprès des services concernés pour, si nécessaire, obtenir l'autorisation pour effectuer un changement de sens, bloquer ou restreindre la circulation aux abords du chantier.

Le titulaire devra réaliser et fournir à la maîtrise d'ouvrage une notice GN13 au début de la période de préparation et à minima 1 mois avant le démarrage des travaux.

Cette notice sera déposée par la maîtrise d'ouvrage aux services instructeurs. Le titulaire sera tenu de donner une suite favorable aux éventuelles demandes et prescriptions des instructeurs.

Une note méthodologique devra être fournie (plan de circulation des camions origine/destination, phasage, projet de notice GN13...). Une réunion technique devra être organisée avant le début d'exécution des travaux.

2.12. DÉGRADATIONS DES OUVRAGES CONSERVÉS

Toutes dégradations occasionnées pendant l'exécution des travaux seront réparées et ce, à la charge du titulaire du présent marché.

Il devra être assuré pour ce type de risques.

2.13. MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE – PLANIFICATION

Un descriptif sommaire doit être présenté à l'appui de l'offre du titulaire dans le cadre de réponse pour permettre d'évaluer la prise en compte de cet élément majeur du chantier par le titulaire à ce stade.

Le chantier ne pourra débuter qu'après accord des différentes parties (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'Œuvre, CSPS) sur le mode opératoire proposé.

2.13.1. Périmètre des travaux

Le titulaire doit l'intégralité des travaux et des prestations nécessaires au complet achèvement de son marché en conformité avec les prescriptions du présent document.

Il est rappelé que le titulaire doit la fourniture et l'exécution complète et parfaite des prestations en respectant les DTU, les règles de l'art et normes en vigueur.

Les plans, DPGF et autres documents joints au dossier de consultation forment un tout définissant les ouvrages à réaliser en se complétant mutuellement.

Un ouvrage figurant sur les plans mais non prescrit au CCTP devra être réalisé et prévu dans le cadre du forfait.

De même, un ouvrage décrit au CCTP et ne figurant pas sur les plans, devra être réalisé dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Dans le cadre de ce marché, le candidat doit intégrer toutes les sujétions de raccordements et de finitions au droit de l'ensemble des ouvrages existants ou futurs contigus avec ses propres équipements.

Elle doit également la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception et/ou mise en service des locaux.

2.13.2. Erreurs et omissions

L'ensemble des éléments indiqués sur les pièces graphiques et écrites est donné à titre indicatif. Il convient au titulaire de vérifier soigneusement toutes les cotes en plan et en altitude portées sur les plans qui lui sont communiqués et de s'assurer de leur concordance avec les différents plans d'ensemble ou de détail et les prestations des autres tranches du marché.

Le titulaire devra s'assurer de la possibilité de respecter les cotes données. Elle devra signaler, en temps utile, les impossibilités techniques, les erreurs ou omissions décelées, sans que cela puisse être l'objet de réclamation.

Dans le cas d'incertitude, concernant les pièces graphiques ou écrites, le candidat devra demander un complément d'information au Maître d'œuvre avant sa remise d'offre par des questions adressées à la MOA ou au MOE (selon les conditions du règlement de consultation). Si les points incriminés n'étaient pas régularisés au moment de la mise au point des marchés, ces points seraient inclus dans l'offre du titulaire au titre de l'obligation de résultat. Ces points ajoutés apparaîtront en rouge dans le bordereau de manière à être identifiés rapidement lors des recalages.

2.13.3. Obligations du titulaire

Le titulaire est réputé s'être assuré qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du marché dont il est responsable afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art et pour la bonne construction.

Il sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux du présent marché.

Il devra également prévoir tous les ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation de ses travaux.

2.13.4. Démarches et autorisations

Il appartiendra au titulaire du présent marché d'effectuer en temps utile toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services locaux (administration publiques...) ou autres pour obtenir toutes les autorisations, instructions, accords, etc, nécessaires à la réalisation des travaux.

Des copies (sous format informatique de préférence) de toute correspondance et autres documents relatifs à des demandes et démarches devront être transmises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Les échanges entre l'exploitant des travaux et l'exploitant des réseaux seront tels que décrits dans la nouvelle réglementation DT-DICT conformément au décret DT-DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011 et au décret Guichet unique n°2010-1600 du 20 décembre 2010.

Dans le cas où le titulaire devrait réaliser des travaux impliquant des réseaux elle devra :

- faire part de sa Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux à minima 15 jours avant le début de ses travaux ;
- étant donné le manque d'informations sur les réseaux existants le titulaire devra réaliser, à sa charge, la réalisation d'une géo-détection afin de ne pas mettre en péril les réseaux actuels.

2.13.5. Responsabilité du titulaire concernant la tenue des ouvrages

Le titulaire veillera à la pérennité des différents équipements et des ouvrages existants et prendra toutes les mesures permettant d'atteindre cet objectif.

Les mesures de protection de ces ouvrages et équipements sont à inclure dans les prix unitaires du marché du titulaire. Celle-ci proposera au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage les mesures envisagées lors de réunions de concertation. Elle les formalisera dans un document qui devra être approuvé.

Le fait que les ouvrages soient exécutés sous surveillance conjointe de l'organisme de contrôle et de la Maîtrise d'Œuvre, ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui est tenu de garantir la bonne tenue de ses ouvrages.

2.13.6. Sécurité du travail

Le titulaire devra respecter les prescriptions du coordonnateur de sécurité.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires : filets anti-chutes, équipement électrique mobile avec ses protections, etc. Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement.

Il devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification,) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, baudriers anti-chutes, etc....).

En cas de défaut, le Maître d'Œuvre peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'il estimerait indispensable, aux frais du titulaire, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

2.14. INSTALLATION DE CHANTIER

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des personnes, au balisage de sa zone de travaux et à la protection des ouvrages existants conservés.

Tous les gravois après sortie à l'extérieur sont à évacuer à la décharge publique à l'exclusion de tous les ouvrages destinés au réemploi qui seront déposés avec soin et mis en dépôt avant réutilisation.

Le titulaire fera toutes les démarches nécessaires pour trouver un lieu de décharge. Le transport et les droits de décharge seront à sa charge.

Les voies publiques devront être maintenues propres en permanence.

Il appartient au titulaire de mettre à disposition des salariés des équipements de base vie à savoir :

- des vestiaires avec armoires doubles et siège, aérés, éclairés, chauffés pendant les saisons froides, nettoyés une fois par jour. Prévoir des vestiaires hommes et des vestiaires femmes ;
- des toilettes fermées, aérées, éclairées, chauffées pendant les saisons froides, munies de papier hygiénique et nettoyées une fois par jour. Prévoir 1 WC, 1 urinoir pour 20 salariés et deux cabinets pour 20 femmes ;
- de l'eau : un lavabo à température réglable pour 10 salariés, avec moyen de nettoyage et séchage, 3L d'eau potable par jour et par salarié. La communication entre les vestiaires et le lavabo doit être directe. Au moins un point d'eau doit être disponible dans un WC ;
- un réfectoire chauffé en saison froide et aéré, avec chaises et tables recouvertes d'un matériau imperméable, un appareil pour chauffer les repas et un garde-manger, un point d'eau chaud et froid pour 10 salariés, un moyen de conservation ou un réfrigérateur,
- des douches ;
- des clôtures de chantier ;
- un bureau aéré et chauffé en saison froide, avec chaises et tables.

2.15. SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Le titulaire s'assurera de la mise en place de toutes protections nécessaires pendant l'exécution des travaux (garde-corps provisoires, filets, lignes de vie...) y compris la dépose en fin de chantier.

Il devra prévoir également toutes les sujétions de protections (clôtures grillagées, banderoles...) et de prévention (panneaux de prévention de type « chantier interdit au public », « ATTENTION, risque de chute d'objets », et tout autre type de panneau) en pied de bâtiment pendant toute la durée des travaux de couverture afin d'assurer la sécurité du personnel, des visiteurs et des autres travailleurs sur le chantier.

Le titulaire devra se conformer, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du chantier, aux obligations imposées par la Réglementation en vigueur.

Il tiendra compte des prescriptions formulées dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS), rédigé par le Coordonnateur SPS, et fournira en temps utile son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Tous les frais inhérents au respect de ces prescriptions sont à la charge du titulaire mandataire, et sont à

inclure dans le montant global et forfaitaire de la proposition de prix.

Avant toute intervention, le titulaire (et également les sous-traitants) devra réaliser une inspection commune avant de démarrer les travaux. À défaut, le MOE et la MOA sont en droit d'arrêter le chantier tant que la situation n'est pas régularisée.

Les protections individuelles nécessaires à la parfaite exécution de ses travaux devront être incluses dans les propositions du candidat.

2.16. STOCKAGE DES MATÉRIELS ET MATÉRIAUX

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux, ni aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation écrite spéciale du Maître d'Œuvre pour une durée limitée.

Le titulaire a à sa charge les baraquements et installations divers nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériels.

L'approvisionnement des matériels et matériaux ainsi que l'évacuation des gravois feront l'objet d'une étude et de soins particuliers dus aux locaux en exploitations, en accord avec les services techniques de l'établissement.

Les modes opératoires seront soumis pour accord au Coordonnateur de Sécurité pendant la période de préparation.

2.17. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Clause environnementale générale

Les modalités de l'article du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire du marché devra prendre en considération les considérations environnementales suivantes :

- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent article 20.2, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 18 du CCAP.

Le titulaire doit appliquer les clauses environnementales comme indiqué dans l'article 9 du CCAP.

2.18. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE SUR LE CHANTIER

À la demande de la MOA, le titulaire doit réserver une part des heures de travail générée par la réalisation du marché à une action d'insertion professionnelle pour les publics éloignés de l'emploi. Celle-ci doit figurer dans le cadre de réponse du candidat en appel d'offre et sera vérifiée au cours du chantier. Le candidat devra argumenter en phase d'appel d'offre les dispositions prises pour répondre à cette clause dans le cadre de ce présent dossier.

Le non-respect de la clause d'insertion sociale pourra faire l'objet des pénalités décrites à l'article 18 du CCAP.

2.19. PLANNING

Le candidat devra joindre à son offre un planning détaillé de son intervention.

Le planning sera établi selon le phasage imposé dans le DCE. Le candidat devra prendre en compte les contraintes du site.

Il prévoira toutes les protections nécessaires à assurer la bonne séparation des flux (chantier/utilisateurs).

2.20. CONTRÔLES

2.20.1. Types de contrôles

Outre les contrôles exercés par le Maître d'œuvre et l'organisme agréé auxquels le Maître d'ouvrage pourra faire appel, il est rappelé au titulaire qu'il lui appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'il réalise, conformément aux articles ci-après.

2.20.2. Contrôle interne des entreprises

Le titulaire définira le programme interne en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect et nommeront le responsable qui sera chargé d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel est assujetti le titulaire doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures ;
- pour le stockage ;
- pour la fabrication et la mise en œuvre. Le responsable des contrôles internes du titulaire vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art.

Le titulaire communiquera au Bureau de Contrôle et au maître d'œuvre le nom de la personne chargée des vérifications techniques, liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages.

2.20.3. Essais sur matériaux et fournitures

2.20.3.1. Généralités

Les essais sur les matériaux et fournitures ainsi que sur les ouvrages sont à la charge du candidat.

2.20.3.2. Essais de fonctionnement des installations

Ces essais porteront notamment sur les installations de portails et de portillons.

Les procès-verbaux des essais devront être adressés par les candidats concernés au contrôleur technique en temps voulu pour que ce dernier puisse établir avant la réception, dans le cadre de sa mission, son rapport de fin de travaux destiné au Maître d'ouvrage et aux assureurs.

2.21. PRESCRIPTION DE CHANTIER

2.21.1. Protections vis-à-vis des environs occupés

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires afin d'isoler la zone de chantier, des locaux et environs, constituant des zones occupées. Pour ce faire, les zones de chantier devront être encloisonnées pour limiter les différentes nuisances telles que la poussière.

Les accès aux zones en travaux seront impérativement condamnés par tous moyens suffisants.

2.21.2. Mise en sécurité du chantier

Le titulaire devra garantir la mise en sécurité permanente du chantier. Pour ce faire, il devra l'ensemble des protections provisoires éventuelles.

2.21.3. Utilisation et entretien des voiries

Le titulaire est tenu de se renseigner auprès de la municipalité et du Maître d'Ouvrage, sur l'itinéraire à emprunter par ses camions et ses fournisseurs. Il veillera pendant tout ce temps à entretenir en bon état les chaussées et procédera à leur nettoyage chaque fois que cela est nécessaire.

Il procédera à la remise en état des ouvrages qu'il aura pu détériorer et devra inclure dans son forfait tous les travaux de protection réclamés par la ville ainsi que toutes les sujétions de signalisation et de sécurité vis-à-vis des voies publiques et au sein du chantier.

L'installation et l'organisation du chantier seront établies en fonction des contraintes particulières et seront soumises avant exécution à l'approbation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

Les itinéraires poids lourds et engins de chantier sont imposés en fonction des impératifs du Maître d'ouvrage et conditions des autorités locales.

Tout manquement du titulaire à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet dans un délai de 24 heures :

- la fermeture des accès de chantier ;
- le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation à ses frais.

2.21.4. Libération des emprises chantier et remise des voiries

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le titulaire procédera au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

Il est financièrement responsable de toute dégradation extérieure.

2.21.5. Panneaux de chantier

L'affichage publicitaire du titulaire est interdit sur le chantier.

2.21.6. Nettoyage

Après l'intervention du titulaire dans les zones concernées par les travaux, il devra prendre les dispositions décrites ci-dessous :

- l'enlèvement quotidien des déchets et gravats de la zone de travail et stockage dans les bennes. De plus, et à raison de 1 fois par semaine minimum, il devra être effectué un nettoyage et balayage général de la construction. Le titulaire aura également à sa charge, l'enlèvement à la décharge publique des gravois mis en tas à l'extérieur du bâtiment. Seront également à sa charge le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier ;
- après exécution de ses travaux, le titulaire devra le nettoyage de ses ouvrages, ainsi que l'enlèvement des projections provenant de ceux-ci ;
- les gravats de démolition sont évacués par le titulaire. Il sera formellement interdit de jeter des gravats, mais ils devront toujours être sortis soit en sacs ou par seaux ;
- les bennes mises à disposition du chantier pour les déchets autres que les gravats de démolition par le titulaire (tris sélectifs des déchets) seront nettoyées ;
- avant la livraison de l'opération la remise en état des lieux sur l'emprise du chantier et en bordure de celle-ci est effectuée par le titulaire ayant à charge les frais d'installation commune : il démontera les installations provisoires et remettra les lieux en état.

En cas de défaillance ou d'insatisfaction, le maître d'œuvre sollicitera une équipe de nettoyage qui sera chargée d'effectuer les nettoyages non exécutés ou mal exécutés et cela aux frais exclusifs du défaillant.

2.22. DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, le titulaire devra remettre au Maître d'ouvrage :

- au plus tard lors de la demande de réception, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages (uniquement fiche produit – Pas de catalogue), ainsi que tous les éléments d'informations nécessaires à leur utilisation ;
- à l'appui de sa dernière situation de travaux, les plans d'exécution des ouvrages, corrigés ou complétés, correspondant aux dispositions et prestations effectivement réalisées.

CONTENU DU DOSSIER :

Chaque dossier devra être composé de :

- Page de garde indiquant :
 - dossier DOE ;
 - date de production ;

- nom de l'opération ;
- N° et titre de la tranche traitée.
- Liste des pièces composant le dossier DOE :
 - liste complète des pièces graphiques : plans (avec n° et titres), schéma, synoptique, etc ;
 - liste complète des pièces écrites : note de calcul, cahier des matériels et fiches techniques, etc.
- Plans des ouvrages exécutés. Sur le cartouche de chaque plan sera mentionné :
 - en gros titre « DOE + date » ;
 - le nom du titulaire auteur du DOE ;
- Documentations et fiches techniques (uniquement fiche produit – Pas de catalogue) ;
- P.V. des produits mis en œuvre.

Les demandes formulées dans le rapport PGC SPS (joint au dossier) concernant les D.O.E. seront classées dans l'ordre de la liste précitée. Les différents matériels ou rubriques seront séparés par des intercalaires identifiant chaque ouvrage.

Les plans D.O.E. pour l'établissement du D.I.U.O. devront permettre de ressortir les points suivants :

- tous les organes de coupure : avec localisation et conditions d'accès des zones concernées par la coupure ;
- toutes les trappes d'accès avec localisation en plan, les détails techniques des organes rencontrés suivant chaque trappe ;
- les cheminements d'accès aux locaux techniques ;
- les plans de synthèses des réseaux enterrés et réseaux en faux plafonds terminaux (éclairage détecteurs bouches VMC etc.) ;
- le repérage des matériaux : Faux plafond, sols, revêtements muraux, vitrages,... ;
- NOTA : Fourniture d'un (1) exemplaire numérique sur clés USB ou par lien de téléchargement au format PDF et DWG.

2.23. LIMITES DE PRESTATIONS

Nota : le titulaire devra prévoir à sa charge l'ensemble des moyens d'accès, moyens de levage et dispositifs de sécurité pour réalisation de ses travaux.

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif.

Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais.

Interfaces entre entreprises :

Pour la tranche optionnelle 2 :

- CLÔTURE / PORTAIL / ÉLECTRICITÉ / MAÇONNERIE

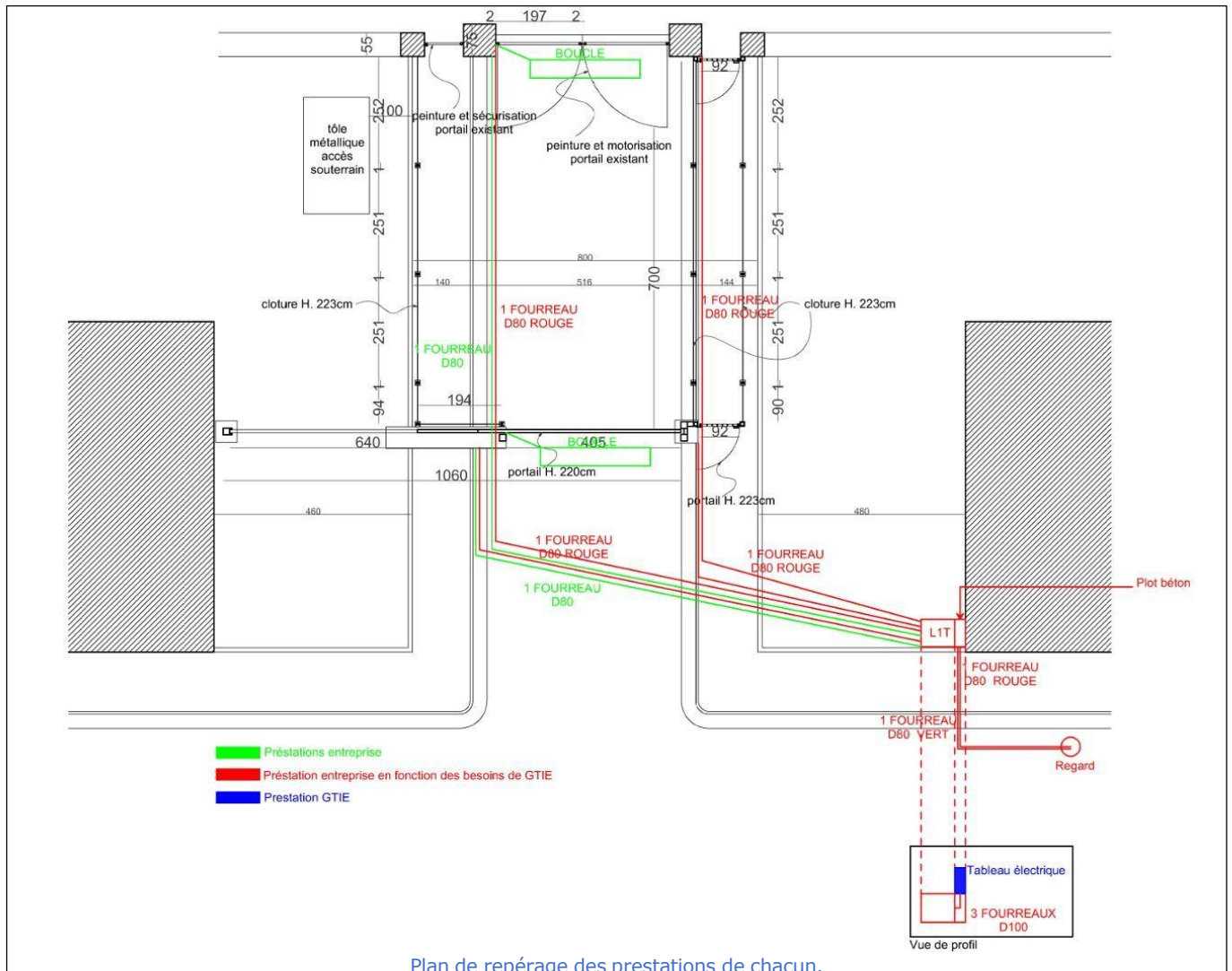
En interface avec GTIE, le titulaire doit :

- la création d'un plot béton pour la réception du tableau électrique (fourniture et pose du tableau électrique par GTIE) ;
- la pose de fourreau comme indiqué sur le plan ci-dessous.

GTIE sera chargé de :

- poser le tableau électrique ;

- assurer le bon fonctionnement des équipements de contrôles d'accès.



2.23.1. ANNEXE : REMARQUES SUR LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

"Merci de compléter cette fiche et de la joindre à votre DPGF, afin de garantir une analyse plus précise de votre offre".

Cachet du titulaire:

Réserves, remarques et informations complémentaires sur le dossier et/ou votre offre
(*)

:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

(1) par défaut, la mention "NEANT" sera appliquée si vous n'avez aucune remarque à apporter.